

ANTI~~O~~RESSE

Observe • Analyse • Intervient

Le camp des Parfaits

Totalitarisme du haut & du bas

Entretien: Jacques Baud

Labos US en Ukraine

Lire Grisélidis



N° 330 | 27.3.2021



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Le camp des Parfaits

LES GUERRES GÉNÈRENT DES SITUATIONS EXTRÊMES OÙ LE «JUSTE MILIEU», LE PLUS SOUVENT, N'EST PLUS PERMIS. CHACUN EST AUJOURD'HUI SOMMÉ DE CHOISIR SON CAMP ET LE SIMPLE FAIT DE NE PAS CONDAMNER LE CÔTÉ DÉSIGNÉ COMME L'EMPIRE DU MAL VOUS EXPOSE À LA VINDICTE. CES SITUATIONS SONT À LA FOIS CHOQUANTES ET TRÈS RÉVÉLATRICES. ELLES NOUS REPOSENT LA QUESTION LA PLUS ANCIENNE DE NOTRE HISTOIRE HUMAINE, CE DILEMME À CAUSE DUQUEL NOUS AVONS ÉTÉ EXPULSÉS DU PARADIS TERRESTRE. LA QUESTION DE LA CONNAISSANCE DU BIEN ET DU MAL.

La nécessité de juger de ce qui est «bien» et de ce qui est «mal» fait partie des paramètres essentiels de notre vie. Chaque jour, dans notre quotidien, nous sommes amenés à trancher cette question. Ce que je fais, ou dis, ou pense, est-il bien ou est-il mal? Dans les affaires courantes, nous arrivons assez bien à déterminer ceux de nos agissements qui sont mauvais. Le mensonge et le vol, l'offense et la calomnie sont des actes que nous arrivons assez aisément à

qualifier lorsque nous en sommes les victimes, un peu moins lorsque nous en sommes les auteurs vis-à-vis de notre entourage. Il y a certes des gens qui ne les identifient que lorsqu'ils en souffrent et n'éprouvent aucun malaise lorsqu'ils se trouvent eux-mêmes dans le rôle du menteur, du voleur, du calomniateur etc. Leur intérêt, leur confort, leurs ambitions sont au-dessus de tout. Ils écrasent autrui ou l'utilisent comme marche-

pied sans aucune vergogne. On appelle ces gens des *sociopathes*.

Or il existe des situations où la sociopathie devient générale, acceptable et même encouragée, pourvu qu'elle s'exerce envers une cible désignée. Dans la chasse aux boucs émissaires, par exemple, ou dans les situations de guerre. A ces moments-là, nous faisons taire ce dialogue intérieur sur le bien et le mal, ou nous le réduisons à sa plus simple expression. Ce que nous faisons est bien, forcément, sinon nos agissements seraient automatiquement criminels, or nous ne sommes pas criminels. Nous ne nous concevons pas comme tels. Quand le dialogue intérieur se tait vis-à-vis d'un autre — individu, peuple ou nation —, cela signifie que nous sommes en guerre contre lui.

De ce point de vue-là, aujourd'hui, il n'y a pas de différence entre la plupart des populations d'Europe de l'ouest: elles sont toutes en guerre contre la Russie, tout comme leurs gouvernements qui *formellement* ne le sont pas. Personne ne leur a *formellement* demandé d'afficher des porcs affublés du drapeau russe dans le métro de Londres, de refuser les soins aux patients russes en Allemagne, de vandaliser des restaurants russes, d'envoyer à n'importe quel Popov du voisinage des menaces de mort anonymes — ou de bloquer, comme l'a fait ce bâtonnier de Valenciennes, les comptes bancaires liés aux noms à consonance slave. On peut comprendre la haine à l'égard de gens qui vous

ont *personnellement* fait du mal, à vous, à vos proches, éventuellement à vos compatriotes. Mais la russophobie occidentale est le pur produit d'une médiatisation. Il n'y a aucun lien autre entre les auteurs de ces actes racistes et les gens visés par leur haine qu'une *narration* au sujet d'un mal foncièrement abstrait dont ces gens seraient coupables ou solidaires. (Ironie suprême: les Russes émigrés en Occident sont souvent des gens *désolidarisés* de leur État, que la haine aveugle des Européens renvoie à cette identité qu'ils ont cru laisser derrière eux.)

Cette propagande de haine, les médias en sont directement coupables. Mais la manipulation des masses fonctionne comme les gaz de combat. Il y faut un vent favorable, sans quoi elle retombe ou se retourne contre l'expéditeur. De ce point de vue, la russophobie chronique est un courant porteur aussi puissant et aussi prévisible que le *Gulf Stream*. Il faut lire l'ouvrage très détaillé de Guy Mettan (*Russie-Occident: une guerre de mille ans*) pour apprécier la constance historique du phénomène. L'hystérie actuelle sème ses graines dans un champ labouré de longue date.

On ne va pas débattre ici des raisons de cette haine, ce serait tout un traité. Ce qui est intéressant, c'est que la réciproque n'existe pas, ni des Russes à l'égard d'un quelconque peuple occidental, ni d'autres cultures à l'égard des Russes. Il y a un phénomène d'antisémitisme qui a été abordé avec clairvoyance

et courage par Alexandre Soljénitsyne dans un de ses derniers livres (*Deux siècles ensemble*). A l'égard des grandes nations d'Europe, c'est plutôt une pathologie inverse qu'on observe: une admiration obséquieuse des élites russes à l'égard de toutes les réussites des Anglais, des Hollandais, des Français ou des Allemands, sans même parler de la grande culture italienne. Les Occidentistes sont un bloc important et influent au sein de la société russe, que l'aile «slavophile» et souverainiste considère comme une «cinquième colonne» permanente. Sitôt que la Russie s'écarte des critères du «bon goût» occidental, les Occidentistes se mettent en mode indignation, rébellion ou émigration et prennent l'étranger à témoin – comme on le voit de manière spectaculaire ces jours-ci. Il n'existe rien de comparable en Occident. Cette servilité russe, il faut bien le noter, ne fait qu'accentuer l'arrogance des Occidentaux. Mais cette arrogance s'étend bien au-delà du cas particulier des Russes.

Le pouvoir en Occident aime juger, mais exclut qu'on le juge, lui. Personne n'a quitté l'Amérique pour protester contre la destruction de l'Irak ou de la Serbie. Il y a eu des mouvements parmi la jeunesse progressiste contre la guerre du Vietnam aux USA, ou la guerre d'Algérie en France, mais ces mouvements ont disparu comme par enchantement après l'effondrement de l'URSS et la perte d'influence des partis et mouvements de gauche que

la centrale soviétique influençait en Occident. Il n'existe pas de milieu numériquement significatif dans le monde dit démocratique qui manifeste une opposition de principe aux agissements extérieurs ou intérieurs du régime allant jusqu'à la rupture du lien social. Dans l'immense majorité de la population, la conscience que «nous» puissions mal agir n'est qu'une concession rhétorique («tout le monde commet des fautes») sans conséquences sur la vie réelle.

SAINTE MADELEINE

Cette semaine, Dieu a rappelé à lui l'un des criminels de guerre les plus cyniques de ces dernières décennies. La date ressemble à un avertissement: un même 23 mars, en 1999, Madeleine Albright prenait la décision de bombarder la Serbie. Trois ans plus tôt, interrogée sur le fait que les sanctions qu'elle soutenait avaient entraîné la mort de 567'000 enfants en Irak, elle estimait que c'était une «décision difficile», mais que le prix «en valait la peine». Quel prix? L'arriération de l'Irak et le vol de son pétrole. Au passage, Albright avait raflé à titre privé un autre trophée qui «en valait la peine» au Kosovo, prenant le contrôle de la compagnie de télécommunications locale.

A l'annonce de sa mort, bien entendu, l'appareil démocrate s'est répandu en éloges. Selon Bill Clinton, Mme Albright était «un être humain exceptionnel». Elle l'était sans doute, mais peut-être pas dans le sens qu'il entend. Nos médias, eux, se sont

empressés de boucher cette fêlure: ils n'ont parlé que de la «première femme secrétaire d'État» et de la «démocrate» qui «s'était souvent battue contre la pauvreté et l'obscurantisme». Les crimes qu'elle a organisés ou approuvés? Recouverts d'un voile de pudeur.

L'impunité est garantie et la schizophrénie, totale. Aucun tribunal, aucun parti, aucune ONG dans le monde occidental n'a réussi à inquiéter Albright ou Clinton, Blair ou Obama, Cheney ou Bush. Le président Joe Biden qui traite Poutine de criminel de guerre est ce même va-t-en guerre qui en 1999, en pleine possession de ses moyens, poussait à ce qu'on bombarde Belgrade plus brutalement encore. Depuis l'invention des missiles à guidage laser, tous les présidents américains ont ordonné des milliers de liquidations «extrajudiciaires» aux quatre coins du monde sans qu'aucune institution ne vienne questionner ces assassinats(1). Au contraire, les USA ont patronné la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye afin de faire juger des crimes bien moins massifs que les leurs. Ce Tribunal n'a inculqué aucun responsable militaire ou politique de l'OTAN après les bombardements de 1999, alors même que la volonté de terroriser les civils était manifeste et revendiquée comme une stratégie légitime. Derrière les discours humanitaires, l'iniquité et la violence sont la norme.

Voyons: comment un tribunal occidental jugerait-il des Occiden-

taux? me dira-t-on. Bonne remarque, mais elle met à nu, justement, la colossale hypocrisie du système. Comment peut-on associer *malgré tout* l'existence d'institutions aussi biaisées à la racine avec une quelconque idée de justice? Ce fait ne pose *jamais aucun problème* au troupeau des politiques, des juristes, des journalistes et des faiseurs d'opinion. Ni, du même coup, à la masse de la population. Aux yeux de la masse, les robes rouges des juges de La Haye incarnent la justice comme les blouses blanches des médecins de plateau incarnent la santé. En réalité, ce ne sont que des cariatides, des statues ornementales soutenant la façade des institutions, mais le public ne fait pas la différence. Sa boussole morale est entièrement magnétisée par le discours dominant.

LES COMPARAISONS INTERDITES

Noam Chomsky, éminent linguiste devenu principal dissident occidental, évoque dans un de ses livres une expérience éloquente. Le matin même de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, raconte-t-il, un présentateur de Radio-Moscou avait averti ses concitoyens que leur pays, l'URSS, était en train d'«occuper» un pays ami qui ne lui avait rien fait. Pour avoir crié que le roi est nu, il fut aussitôt interné en psychiatrie. Chomsky et ses étudiants avaient épluché les archives des médias US pour trouver un exemple analogue de sabotage du discours officiel à propos de la guerre du Vietnam. Ils

n'avaient pas trouvé *une seule occurrence* du mot «occupation» — tout en sachant que le journaliste qui l'aurait prononcé, à l'époque, ne risquait pas l'asile de fous, tout au plus un licenciement.

L'occupation du Vietnam et le génocide qu'elle a entraîné n'ont été appelés de leur vrai nom qu'une fois que l'officialité l'a jugé opportun. Les agressions de l'Irak, de la Serbie, de la Libye ou de la Syrie ont rencontré encore moins d'opposition interne — le soutien secret de cette opposition, l'URSS, ayant comme nous l'avons noté plus haut quitté la scène. C'est à peine si des consciences engagées ont tenté d'organiser des cours de justice alternatives, comme aujourd'hui l'avocat Füllmich pour les crimes liés à la gestion du Covid. Et le témoin capital des exactions américaines au Moyen-Orient, Julian Assange, au lieu de recevoir le prix Nobel et l'asile en Suisse, dépérit sous la torture psychique dans les geôles anglaises. Le criminel nazi Rudolf Hess, enfermé à Spandau, était mieux traité.

Tous ceux qui ont essayé de rappeler ces réalités pour «justifier» ou simplement contextualiser l'intervention de la Russie en Ukraine se sont heurtés à la même fin de non recevoir: *les crimes des uns ne justifient pas les crimes des autres*. (On notera que les «crimes des uns» ne sont jamais nommés comme tels au moment où ils s'accomplissent, uniquement lorsqu'il s'agit de dénoncer ceux des «autres».)

En théorie, l'objection est juste:

que mon voisin soit voleur ne m'autorise pas à voler à mon tour. Mais elle ne vaut que si la justice existe. Si tous les voleurs sont également punis et si les crimes «des uns» sont jugés et réprimés avec la même rigueur que ceux «des autres». Mais lorsque vos voisins font du vol un mode de vie, qu'ils vous rançonnent et, par-dessus le marché, vous donnent des leçons de conduite, la soupape finit tôt ou tard par sauter. Toutes les voies de discussion équitable étant épuisées, vous devez leur renvoyer la balle ou disparaître.

Prononcez par exemple le mot «Kosovo» dans un débat sur la Crimée ou l'Ukraine et on vous coupera aussitôt: c'est un autre sujet! Mais justement: cet *autre sujet* n'a jamais vraiment été traité. L'Occident, profitant de ses siècles de suprématie technique, économique et militaire, s'est attribué une fonction de justice et police universelle qui le met au-dessus des lois qu'il a lui-même imposées au reste du monde. Dans la réalité, ce refus de la «relativisation» des crimes, *théoriquement correct*, est une manière de claquer la porte. Ceux qui sans être personnellement impliqués accrochent des drapeaux ukrainiens à leur balcon, ou qui injurient les Russes dans la rue, ne sont pas mus par un besoin inné de justice, mais par un réflexe de meute. Réflexe lui-même fabriqué et entretenu afin de protéger l'extraterritorialité judiciaire et morale du camp occidental. Lorsque l'Occident se met à crier *justice* en chœur, cela

n'a d'autre but que de perpétuer son règne de l'injustice.

LE MEILLEUR DES MONDES POSSIBLES

Le vieux Chomsky est hors de portée, mais Assange est en taule et Snowden en exil. L'ambassadeur britannique Craig Murray, lorsqu'il s'est élevé contre les pratiques hideuses d'*outsourcing* de la torture, est devenu un opposant intérieur qu'on fait taire en le condamnant à la prison. Mais de tels cas sont exceptionnels.

Le monde jadis dit «libre», dans sa réalité concrète, est moins divisé contre lui-même que ne l'était le monde soviétique. Pourquoi se remettrait-il en question puisque, comme aurait dit le *Candide* de Voltaire, «tout y va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles»? Cette autosatisfaction narcissique constitue la respiration spontanée et inconsciente du monde occidental. On n'en perçoit les contours que dans les marges du système — ou lorsqu'on en subit les effets. Notre brevet de démocratie une fois bien implanté dans les cerveaux nous autorise à jeter la démocratie aux orties et l'homme ordinaire en Occident est en train d'éprouver cette dérive tyrannique dans son existence même. Il vit ce que Paul Virilio a décrit comme une *endocolonisation*(2): un retournement de l'impérialisme contre ses aborigènes de l'intérieur. Mais il n'a pas

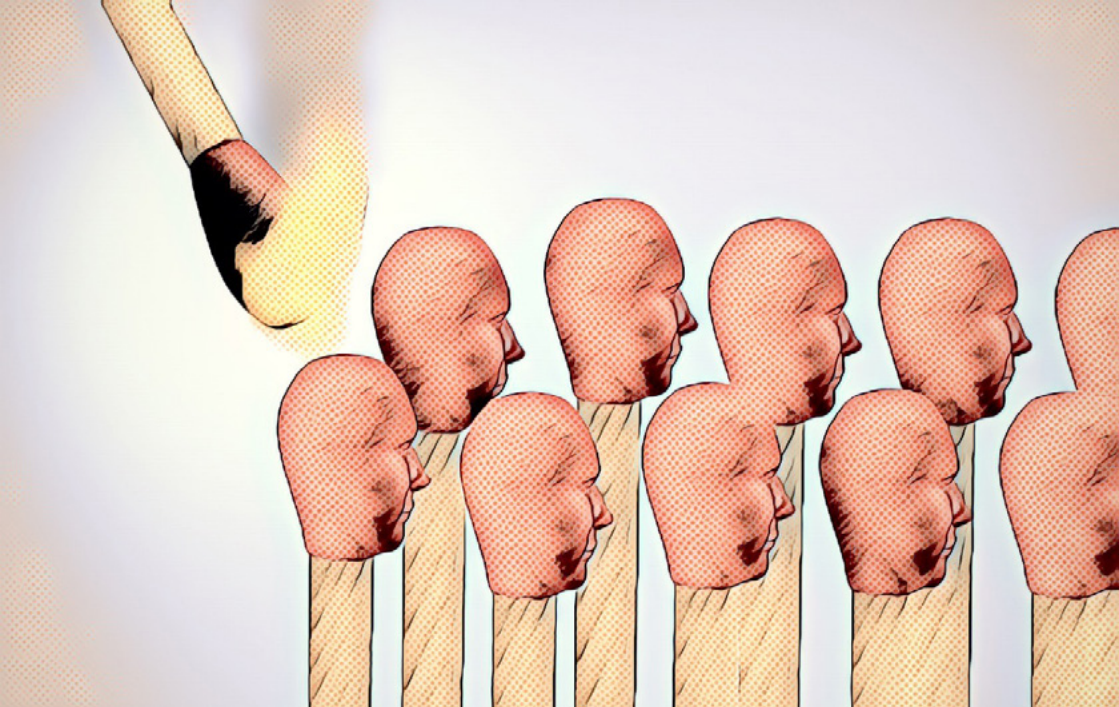
— encore — le recul et la conscience nécessaires pour le comprendre.

L'entretien des populations — et de leurs dirigeants — dans ces illusions surannées est de plus en plus coûteux. Elles ont amené, comme on le voit ces jours-ci, le bloc occidental dans une posture d'affrontement grotesque non avec la Russie, mais avec le monde entier. Quiconque refuse de nous suivre dans nos justes emportements sera dénoncé et sanctionné à son tour (Chine, Inde, Afrique...) Et nous poserons des voiles sur tous les miroirs que le monde extérieur essaiera de nous tendre.

Cette inconcevable suffisance pouvait donner le change tant que l'Europe et sa filiale américaine dominaient le monde grâce à leur supériorité technique, économique et militaire. Cette époque est révolue et nous sommes enfin renvoyés à nous-mêmes, à nos hallucinations et à nos fantômes. Paradoxalement, il m'apparaît que c'est une chance providentielle. Mais ceci est, comme on disait tout à l'heure, un tout autre sujet.

NOTES

1. Voir Amélie Férey, *Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*, éd. CNRS, et Eric Werner: «Terrorisme, contre-terrorisme: le droit comme variable d'ajustement», AP273 | 21/02/2021.
2. Voir Eric Werner: «Endocolonisation, décolonisation, immigration», AP297 | 08/08/2021.



ENFUMAGES par Eric Werner

Totalitarisme «du bas» et totalitarisme «du haut»

LE CONDITIONNEMENT DE MASSE EST DEVENU UNE SCIENCE À PART ENTIÈRE. IL FAIT FEU DE TOUT BOIS, ET LE CARBURANT ABONDE CES JOURS-CI. MAIS QUELLE PEUT BIEN ÊTRE LA FINALITÉ DE CE VIOL CONSTANT DES FOULES ?

L'actuelle guerre en Ukraine peut s'analyser sous différents angles, à commencer bien évidemment par l'angle géopolitique. Mais on peut aussi l'analyser sous l'angle de la politique intérieure.

Là encore, différentes approches sont possibles. Mais qui se complètent. Commençons peut-être par l'instrumentalisation qui en est faite. Il est normal que quand une crise éclate on s'intéresse d'abord à la crise elle-même et non à l'instru-

mentalisation qui en est faite. Mais cette instrumentalisation est souvent plus importante encore que la crise elle-même. D'une manière générale, toute crise joue le rôle d'«accélérateur social», en ce sens que les autorités en profitent pour faire un certain nombre de choses qu'elles ne pourraient pas faire autrement. On l'a encore vérifié avec le Covid-19, qui a été l'occasion pour les autorités de resserrer un peu plus encore leur étau dans un certain nombre

de domaines. La grande innovation aura été, comme on le sait, le pass sanitaire, qui est un passeport intérieur mais muni d'un QR Code. Les gens sont ainsi suivis dans tous leurs déplacements, on peut aussi relever leurs contacts, leurs habitudes de vie, etc. Le rêve, quoi.

MOBILISATION TOTALE

Il est évidemment trop tôt encore pour tirer un bilan de l'actuelle guerre en Ukraine, mais on peut d'ores et déjà faire un certain nombre de remarques. On voit par exemple que les médias ont été mobilisés au maximum de leurs possibilités, comme si les autorités avaient voulu vérifier jusqu'où, justement, il leur était possible d'aller en la matière. Reste à savoir si les autorités ne sont pas cette fois allées *trop* loin. Tant il est vrai qu'au-delà d'un certain degré de parti pris, la propagande devient contre-productive. Mais contre-productive en quoi? par rapport à quoi? Quand on écoute cette propagande, on se rend compte en fait que le but n'est en aucune manière de *convaincre* qui que ce soit. Car pour cela il faudrait au moins un narratif. Mais il n'y a même plus ici de narratif, le narratif se noie plutôt dans le répétitif. Rien n'est expliqué, il y a juste de petits bouts d'explications, mais vraiment très petits: de tout petits bouts hachés, se télescopant dans le brouhaha général. De simples séquences, en fait. Certes c'est la «mobilisation totale», mais cette mobilisation tourne à vide. C'est un pur automa-

tisme, dirait Jünger. La robotisation atteint ici ses limites.

Si le but n'est pas de convaincre, quel est-il alors? L'unanimité sacrificielle en est certainement un. Les gens se sentent souvent seuls dans la vie, les deux années de pandémie qu'ils viennent de subir n'ont évidemment rien arrangé. Il est bon de temps à autre de recréer du lien social. Merci M. Poutine. Le but pourrait être aussi d'intimider les gens, ce qu'il est relativement facile de faire quand on hausse le ton. La ficelle est un peu grosse mais en règle générale ça marche. En fait, le but n'est pas tant d'intimider les gens que de les amener à se soumettre. On retrouve ici le Covid-19. N'a-t-on pas dit du premier confinement, celui qui fut décrété en France en mars 2020, qu'il était un «test de soumission grandeur nature» (Alain de Benoist)? On pourrait en dire autant de cette propagande. Quel est en fait le message? Il est simple: croyez-nous ou non, cela n'a aucune importance. Nous-mêmes peut-être ne croyons pas à ce que nous racontons. Mais faites au moins semblant d'y croire, je vous le dis dans votre intérêt.

Au-delà, la propagande est très certainement à elle-même sa propre fin. Le propre, en effet, de la propagande est de couper les gens de la réalité. Or, couper les gens de la réalité, cela peut devenir un but en soi: car, à partir de là, les gens sont plus faciles à manipuler. En ce sens, la propagande facilite le travail de la propagande. Le travail antérieurement effectué n'est jamais perdu.

Pour le dire autrement encore, si l'on a une première fois perdu le contact avec la réalité, il est très difficile ensuite de le retrouver. On peut certes le retrouver, mais on attend parfois longtemps. C'est le plus souvent la réalité elle-même qui nous le fait retrouver. On dit alors qu'on se heurte à la réalité. En attendant chacun est dans sa bulle, celle justement en laquelle on s'enferme quand on prête par trop attention aux phrases toutes faites des autorités.

JE FAIS CE QU'IL ME PLAÎT

On pourrait à ce point relever qu'il existe deux espèces de totalitarisme: l'une «du haut» et l'autre «du bas». Les deux espèces sont ici présentes. Commençons par la première. Nous venons d'évoquer la propagande officielle, il faut la mettre en parallèle avec le reste, je veux dire: d'autres traits également représentatifs en ce domaine. On ne va pas ici en dresser la liste, cela dépasserait le cadre de cet article. Mais il en est un quand même qu'on ne saurait passer sous silence: je fais bien sûr ici référence à la confiscation d'actifs et de biens russes, mesure prise dans le cadre des sanctions occidentales contre la Russie. Sauf qu'ici ce sont des personnes privées qui sont visées. C'est une mesure complètement opportuniste, autrement dit arbitraire, dépourvue à notre connaissance de toute base légale. Je fais ce qu'il me plaît. Or cette pratique tend aujourd'hui à se banaliser. On l'a vu le mois dernier au Canada

lorsque le gouvernement Trudeau a bloqué les comptes bancaires de dizaines de milliers de syndicalistes, des gens qui protestaient contre les contraintes sanitaires en paralysant les rues de la capitale. Comme le gouvernement ne parvenait pas à les faire plier, il a bloqué leurs comptes bancaires.

On a relevé plus haut que les crises jouaient un rôle d'accélérateur social. On en a clairement ici une illustration. L'arrière-pensée est évidemment de préparer l'opinion à ce qui risque un jour bien de se produire: le blocage et la confiscation de tous les comptes bancaires partout et sans exception, à l'occasion par exemple d'une nouvelle crise financière. Aujourd'hui ce sont les avoirs de citoyens russes installés en Occident qui sont bloqués et confisqués, demain ce seront les avoirs des citoyens occidentaux eux-mêmes qui le seront. En attendant les gens continuent à ronronner doucette-ment en parlant de démocratie et d'État de droit. On verra ce qui se passera demain quand ils seront eux-mêmes concernés. Peut-être se réveilleront-ils. Mais ce n'est même pas sûr.

ENTRETENIR L'HYSTÉRIE

Voilà pour le totalitarisme «du haut». Et celui «du bas»? L'actuelle vague hystérique qui secoue l'Europe n'est pas en elle-même quelque chose de nouveau. Il y a des précédents. On l'a vu il y a trois ans en Suisse avec la grève des femmes, plus récemment encore avec l'affaire Floyd. L'hys-

térie existe à l'état naturel mais on peut aussi l'aider à se développer. On peut aussi la faire exister là où elle n'existe pas. Les vagues d'hystérie se succèdent donc, et les autorités ont appris à surfer sur elles. Sauf qu'il faut souvent recommencer. Qu'à cela ne tienne, on recommence. Les autorités ont acquis un certain savoir-faire en la matière. L'hystérie, pourrait-on dire, est la forme que revêtent aujourd'hui les mouvements de foule lorsque, effectivement, les foules se mettent en mouvement. On quitte ici le terrain rationnel. Mais lorsque l'OTAN pousse comme elle le fait ses pions à l'Est, au risque de provoquer ce qui est en train de se passer aujourd'hui en Ukraine, est-elle elle-même tellement plus rationnelle? Il y a longtemps en fait que les Occidentaux ont quitté le terrain rationnel.

Les mouvements de foule jouent parfois le rôle de soupape, certains diront de dérivatif. En ce sens le

totalitarisme «du bas» s'articule étroitement à celui «du haut». Mais l'articulation peut se lire aussi dans l'autre sens. On ne pourrait pas par exemple confisquer les avoirs bancaires des Russes domiciliés en Suisse ou en France si parallèlement aussi on ne créait pas un peu d'agit-prop. Ceci conditionne cela. Il y a aussi ce tri que les responsables de médias officiels se vantent ouvertement aujourd'hui de faire entre bons et mauvais spécialistes de la guerre en Ukraine: les premiers qu'on invite parce qu'ils pensent comme on leur demande de penser et les autres qu'on n'invite pas (cf. notre précédente chronique). Voilà à quoi désormais ressemblent la «démocratie», le «droit à l'information» et «l'État de droit» en Europe occidentale. En cela, la guerre actuelle en Ukraine n'a pas seulement fonctionné comme accélérateur, mais comme révélateur.

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)



PASSAGER CLANDESTIN: Jacques Baud

L'analyse stratégique est-elle une langue morte? Entretien avec Jacques Baud

LES POUVOIRS POLITIQUES SEMBLANT AVEUGLES OU TÉTANISÉS FACE AUX GRANDS CHAMBOULEMENTS DE L'ÉPOQUE. POURQUOI? EN DÉCRIVANT LA POLITISATION DE SON MÉTIER, JACQUES BAUD NOUS OFFRE UNE PISTE DE COMPRÉHENSION. AU POINT QU'ON SE DEMANDE: LES DÉCIDEURS MODERNES ONT-ILS BESOIN DU RENSEIGNEMENT POUR S'ÉCLAIRER OU POUR SE RASSURER?

Note de la rédaction. Le colonel Jacques Baud, fort d'une riche carrière d'analyste stratégique au sein du renseignement suisse, a écrit une série d'ouvrages intrépides et très instructifs sur l'envers du décor de la politique-spectacle globale. La semaine dernière, comme nous l'avons signalé, le Centre français de recherche sur le Renseignement a publié sa remarquable synthèse sur la *situation militaire en Ukraine*. Un des aspects qui ressortent en creux des analyses de Jacques Baud est l'in-

différence croissante aux faits, voire à la plate réalité, qu'on constate chez les «décideurs» et les «faiseurs d'opinion». Nous lui avons posé quelques questions sur cet aspect psychologique, voire philosophique du renseignement contemporain.

VOICI DEUX ANS, VOUS AVEZ PUBLIÉ *GOUVERNER PAR LES FAKE NEWS, UNE SORTE DE «MODE D'EMPLOI» DE LA MANIPULATION DES MASSES PAR LA NARRATION MÉDIATIQUE. AU VU DES RÉSULTATS À MOYEN ET LONG TERME DE CE MODE DE «GOUVERNEMENT», POURRAIT-ON PARLER D'AUTO-INTOXICATION? LES*

**POUVOIRS ONT-ILS FINI PAR CROIRE À
LEURS PROPRES AFFABULATIONS?**

Depuis le début des années 2000, les États-Unis ont entrepris de se distancer de l'ordre international basé sur le droit (*law-based international order*) pour s'orienter sur un ordre international basé sur «des règles» (*rule-based international order*). En d'autres termes, il s'agit de passer du système créé en 1945 avec les Nations Unies qui régit les relations internationales sur la base de règles de droit acceptées par tous, vers un système où les relations sont définies en fonction de règles définies par les États-Unis (et les Occidentaux). Par exemple, la charte des Nations Unies interdit à un État de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre État. Mais aujourd'hui, les pays occidentaux interviennent dans les affaires intérieures russes ou chinoises au nom de «valeurs», qu'ils ne respectent pas eux-mêmes, d'ailleurs.

En fait, cette nouvelle manière d'aborder les relations internationales n'a – contrairement aux apparences – aucun rapport avec notre souci de faire respecter les droits de l'Homme, mais uniquement de servir des intérêts nationaux. Par exemple, les États-Unis (de même que la France, l'Union européenne, l'Australie, etc.) reconnaissent qu'il n'y a qu'une seule Chine, que son gouvernement légal est à Pékin et que Taïwan en est une province: c'est l'ordre international basé sur le droit. Mais d'un autre côté, ils accordent ouvertement un appui

militaire et diplomatique à Taïwan et imposent à la Chine des sanctions à propos de Taïwan: c'est l'ordre international basé sur «des règles». C'est un peu comme si l'Italie fournissait des armes à la Corse et plaidait pour son indépendance. Nous pourrions multiplier les exemples: la guerre en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, etc. où les Occidentaux sont allés faire des guerres contraires au droit international, mais pour des «valeurs». On en arrive à torturer ou à massacrer des populations civiles de manière parfaitement consciente en Afghanistan, en Irak et ailleurs, au nom de nos «valeurs».

C'est cette dérive de l'approche occidentale qui nous conduit à accepter les interventions occidentales comme légitimes et «non-sanctionnables» et à faire pleuvoir un déluge de sanctions sur la Russie, dont l'intervention aurait sans doute pu être évitée si les pays occidentaux (États-Unis, France et Allemagne en tête) avaient respecté leurs engagements et leur signature. Il est d'ailleurs ironique d'observer que le décès de Madeleine Albright, ex-secrétaire d'état américaine, nous a rappelé que les sanctions américaines (illégales) contre l'Irak avaient causé la mort d'environ 500 000 enfants. Mais personne en Occident, ni les médias, ni les politiques, n'a jugé utile de commenter...

Car personne ne cherche à répondre à une question embarrassante: qu'est-ce qui fait que l'intervention russe soit plus blâmable que les interventions occidentales en

Afghanistan, en Irak, en Libye ou en Syrie?

En réalité, la crise ukrainienne n'a fait que mettre en évidence que nous n'avons aucune valeur, mais seulement des intérêts. Ainsi, la Suisse, si sourcilieuse du droit international lorsqu'il s'agit de la Russie, ne l'est absolument plus lorsqu'il s'agit des États-Unis et de la Grande-Bretagne, et refuse de sanctionner leurs crimes de guerre. La Suisse cautionne donc des crimes de guerre.

COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS L'EMPLOI DES FAKE NEWS EN OCCIDENT, EN RUSSIE OU EN CHINE? TOUS LES POUVOIRS MENTENT, MAIS Y A-T-IL UNE DIFFÉRENCE DE STRATÉGIE OU DE NATURE DANS LE RECOURS AU MENSONGE?

Le mensonge fait probablement partie intégrante de l'exercice du pouvoir quel que soit le système de gouvernance, mais nous sommes face à un paradoxe.

On peut le constater avec l'élection présidentielle que la France est en train de vivre. Un politicien qui cherche à être réélu tous les 4-5 ans n'a pas exactement les mêmes enjeux qu'un dirigeant nommé à vie ou dont la position est garantie sur le long terme.

Ce dernier n'a pas vraiment besoin de faire «bonne figure», tandis que le premier doit montrer une image parfaite. C'est pourquoi nos gouvernements sont plus enclins à mentir ou à cacher les parties sombres de leur gouvernance.

En Chine ou en Russie, les dirigeants peuvent entreprendre des changements de longue haleine que leurs homologues occidentaux ne

peuvent pas vraiment se permettre. Ils peuvent donc se permettre d'être impopulaires sur le court terme si leur objectif est d'améliorer la situation dans le moyen et long terme. C'est ce qui explique les résultats un peu surprenants – mais explicables – d'une étude allemande de 2020, selon laquelle 73 % des Chinois se sentent en démocratie, presque au même niveau que les Suisses (75 %), mais beaucoup plus que les Français (52 %) ou les Américains (49 %)! Cela semble paradoxal, mais cela s'explique par un niveau de vie qui augmente et donc le sentiment que le gouvernement se préoccupe de leur bien-être.

Dans des pays où les dirigeants doivent être réélus tous les 4-5 ans, c'est la valse des promesses non tenues et des mensonges pour «vendre».

Tout ceci ne signifie pas que les dictatures ne mentent pas, mais que, a contrario, le mensonge est devenu un besoin quasi-existential pour les démocraties, particulièrement avec des dirigeants incompetents que l'on voit actuellement!

Cela étant dit, les mensonges dont on parle ici et que j'évoque dans mon ouvrage comme «fake news» sont le plus souvent des réalités partielles, dont on a retiré les éléments «gênants», pour justifier une mauvaise décision, voire de véritables délits.

Nous nous sommes persuadés nous-mêmes que nos démocraties sont parfaites, mais c'est loin d'être le cas. Lors du «*Sommet pour la*

démocratie», lancé par Joe Biden en décembre 2021, dont l'objectif principal est de *«renforcer la démocratie et se défendre contre l'autoritarisme»*, des 111 pays invités, seuls 19 étaient des *«démocraties complètes»*, selon la définition de l'*Economist Intelligence Unit* (EIU). Les 92 autres étant (toujours selon l'EIU) des *«démocraties défaillantes»* (comme les États-Unis eux-mêmes, la France et la Belgique), des *«régimes hybrides»* et des *«régimes autoritaires»*.

VOUS FIANTEZ À VOTRE LONGUE EXPÉRIENCE DU TRAVAIL DANS LE RENSEIGNEMENT, VOUS SEMBLEZ INDICER QU'UNE RUPTURE EST SURVENUE CES DERNIÈRES ANNÉES. LES SERVICES TRAVAILLENT-ILS PLUS MAL? LES DÉCIDEURS SONT-ILS DEVENUS SOURDS? SOMMES-NOUS TOUTS DÉPASSÉS PAR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES? L'HUMAIN EST-IL ENCORE EN MESURE DE COMPRENDRE LE MONDE QUI L'ENTOURE?

La fonction essentielle d'un service de renseignement est d'éclairer la décision. Point final. Toutes ses autres fonctionnalités ne sont que produits dérivés et des accessoires, souvent importants et parfois indispensables, mais ne sont pas l'essence du renseignement.

C'est ce que notre service de renseignement faisait durant la guerre froide: tenter de comprendre l'adversaire, sa manière de penser, sa logique, d'évaluer ses capacités et de détecter ses intentions. Malgré un système politique différent, les Soviétiques avaient une logique militaire que nous pouvions facilement comprendre. Mais depuis les années 1990, le terrorisme est venu remplacer la menace soviétique. Or, nous n'avons jamais réussi à comprendre

la logique asymétrique des terroristes islamistes, c'est pourquoi les guerres occidentales se sont toutes soldées par des échecs.

Incapable de s'imposer dans la réflexion stratégique, le renseignement a lentement dérivé vers une approche plus policière et plus tactique: nous sommes devenus forts pour suivre des terroristes et les arrêter, mais nous sommes incapables de comprendre leur logique et d'agir préventivement. Cette évolution a touché tous les pays occidentaux. En Suisse, elle s'est matérialisée par la fusion entre le service de renseignement intérieur et le renseignement extérieur. Il en est résulté un glissement du renseignement stratégique vers le renseignement tactique ou de police. Le renseignement stratégique, qui a connu des échecs importants dans l'appréciation de la situation entre 1990 et 2005, a ainsi pu «redorer» son blason grâce à des succès policiers.

Le problème de cette évolution est que nous y avons perdu nos capacités analytiques. En son temps, j'avais mis en garde contre cette évolution, car les Hollandais avaient fait l'expérience avant nous et le résultat était désastreux. Aujourd'hui, nous avons sensiblement le même problème en Suisse.

Résultat, nous lecture stratégique des problèmes, du terrorisme à l'Ukraine, est extrêmement faible.

IDÉALEMENT, QUEL DEVRAIT ÊTRE LE RÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT DANS LE

PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ, INTERNE ET EXTERNE, DES ÉTATS?

La conséquence de ce que nous avons vu plus haut est que, depuis 1990, en Suisse, le renseignement s'est politisé. Il était autrefois piloté par des professionnels et des connaisseurs, il est aujourd'hui administré par des carriéristes. À un certain degré, on observe une évolution similaire dans tous les pays. George Tenet, ex-Directeur de la Central intelligence Agency (CIA) faisait exactement le même constat au début des années 2000.

Le problème d'un renseignement politisé est qu'il est plus enclin à présenter une image de la situation qui conforte l'opinion des décideurs.

En Suisse, l'erreur a été de tenter de combler le déficit analytique du renseignement en le faisant glisser vers le renseignement de police. Dans un premier temps cela s'est traduit par la mise en place d'un mécanisme visant à coordonner les services de renseignement. Mais, là aussi, cette initiative s'est soldée par un échec en 2005 parce que les protagonistes n'avaient ni l'expérience, ni l'expertise de l'analyse de renseignement. Pour faire court, on a confondu «prédiction» et «prévision»; deux choses qui sont très proches sur le plan académique, mais diamétralement opposées en matière de renseignement.

Le problème est que depuis une trentaine d'années, nous avons des décideurs toujours plus jeunes et inexpérimentés et des services de renseignement qui se sont avérés

incapables d'analyser de manière pertinente la situation stratégique. Il en est résulté que des dirigeants, comme Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen ou Charles Michel – pour ne citer que ceux-ci – dirigent par tweets: les sanctions que nous avons prises depuis 2014 contre la Russie, la Chine ou le Bélarus étaient pratiquement toutes basées sur des analyses très sommaires – pour ne pas dire fausses – de la situation. Résultat: non seulement elles n'ont pas apporté les résultats escomptés, mais elles se sont avérées plus nocives pour nous que pour les pays visés.

En fait, nous prenons des décisions non pas en fonction de nos intérêts, mais pour satisfaire. Le renseignement devrait apporter les éléments objectifs et factuels nécessaires à la décision. Or, ce n'est manifestement pas le cas: les rapports annuels sur la sécurité de la Suisse montrent que notre lecture du monde est très largement décalée par rapport à la réalité. Cela ne joue peut-être qu'un rôle marginal lorsque l'on parle de la situation en Irak, mais c'est capital lorsqu'il s'agit du terrorisme, par exemple. Et dans ce contexte, je pense que le travail de nos services de renseignement a accru notre vulnérabilité stratégique. Il faut comprendre que lorsqu'on arrête un terroriste qui s'apprête à commettre un attentat cela semble être un succès, et c'est un succès tactique; mais en termes stratégiques, cela signifie que nous sommes en retard sur lui et que nous

aurons peut-être moins de chance la fois prochaine...

Je crois qu'en Suisse, malgré le travail que font les policiers sur le terrain, depuis trente ans nous n'avons pas pris le renseignement au sérieux à Berne...

VOTRE PAYS, LA SUISSE, A ADOPTÉ L'UNE DES POSTURES LES PLUS DURES À L'ÉGARD DE LA RUSSIE. DE TOUS LES PAYS D'OCCIDENT, C'EST ELLE, SEMBLE-T-IL, QUI APPLIQUE LE PLUS GRAND NOMBRE DE SANCTIONS. ON SE SOUVIENT QUE LA DIPLOMATIE SUISSE AVAIT ÉGALEMENT ÉTÉ L'UNE DES PLUS ACTIVES DANS LA RECONNAISSANCE DE LA PROVINCE SÉCESSIONNISTE DU KOSOVO EN 2008, CECI EN VIOLATION DES PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL ET DE LA RÉSOLUTION 1244 DE L'ONU. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CES ENTORSES SPECTACULAIRES À LA NEUTRALITÉ? ET COMMENT FAUT-IL APPELER UNE NEUTRALITÉ QUI S'ACCOMMODE DE TELS ÉCARTS?

Ce qui fait — ou faisait — la force de la neutralité suisse est qu'elle lui avait été imposée par les grandes puissances du XIXe siècle. C'est pourquoi ceux qui l'avaient imposée l'ont respectée. La Suisse a failli voir sa neutralité bafouée par les nazis durant la Seconde guerre mondiale. Ce que le IIIe Reich n'avait pas réussi à faire, l'Union européenne l'a fait. Car il y a deux éléments qui ont provoqué ce revirement spectaculaire de la Suisse: un Conseil Fédéral peu éclairé intellectuellement et institutionnellement; des pressions considérables exercées par ceux que l'on considère comme nos «amis».

En novembre 2002, alors au service des Affaires étrangères suisses, j'ai produit une analyse de la situation des armes de destruction massive en Irak, en recommandant de ne pas s'aligner sur les Américains et de soutenir la France et l'Allemagne: on m'a très poliment remercié pour mon analyse jugée pertinente, mais on m'a clairement déclaré qu'il ne serait rien fait car les «Américains sont notre principal partenaire».

Cet exemple illustre qu'en fin de compte, c'est le décideur qui... décide! Et naturellement, la pesée des intérêts peut faire pencher la balance du mauvais côté.

Cependant, à ce niveau il devient clair que nos décisions ne sont plus basées sur des «valeurs». D'ailleurs, la Suisse n'a adopté aucune sanction contre les États-Unis ou leurs alliés occidentaux à propos de Guantanamo, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye ou du Yémen. Même la condamnation à mort de 500 000 enfants irakiens (même si, en réalité ce chiffre est exagéré) par les sanctions américaines n'a ému aucun de nos politiciens au point d'imposer des sanctions! Naturellement, ce n'étaient «que» des enfants irakiens!... Ce qui démontre que ceux qui s'offusquent aujourd'hui ne sont que des opportunistes et n'ont pas beaucoup d'honneur...



LA POIRE D'ANGOISSE par Slobodan Despot

Laboratoires US en Ukraine: entre propagande et réalité

L'EXISTENCE DE LABORATOIRES DE RECHERCHE BIOLOGIQUE FINANCÉS PAR LES USA AUX PORTES DE LA RUSSIE A ÉTÉ L'UNE DES JUSTIFICATIONS INVOQUÉES POUR L'INVASION DE L'UKRAINE. CELA A SUFFI POUR ASSIMILER L'ARGUMENT À DE LA PROPAGANDE RUSSE ET REFERMER LE DOSSIER. ÉTAIT-CE BIEN AVISÉ ?

Les «biolaboratoires» américains faisaient partie, avec les installations nucléaires, des cibles prioritaires des troupes d'assaut russes. A mesure qu'elles s'en emparaient, le ministère de la défense russe publiait des informations alarmantes sur les recherches qui y étaient menées. Les États occidentaux et leurs médias affiliés ont traité ces informations comme de la pure invention jusqu'à ce que le gouvernement américain lui-même confirme leur existence.

DU DÉNI À L'INVERSION ACCUSATOIRE

Il l'a fait le 8 mars par la voix de la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland, qui était comme on le sait la principale instigatrice de la révolution du Maïdan en 2014. Interrogée sous serment par-devant une commission sénatoriale, Nuland apparaissait si hésitante et mal à l'aise que son aveu était peut-être involontaire. Oui, bon, il y a bien des laboratoires en Ukraine, mais ils se consacrent à des recherches tout ce qu'il y a de plus pacifiques, a-t-elle concédé en somme. Mais aussitôt — magie de la rhétorique

—, Nuland a mis en garde contre l'utilisation éventuelle des produits contenus dans ces laboratoires par la Russie. En d'autres termes: ce que nous y faisons était inoffensif, mais les Russes pourraient l'utiliser pour massacrer la population ukrainienne!

Il s'agissait évidemment — l'illogisme de l'argument le prouve — d'une nouvelle opération psychologique visant probablement à préparer les populations occidentales à une attaque montée sous faux drapeau. On sait depuis la fameuse fiole de poudre blanche de Colin Powell quelle confiance on peut accorder au gouvernement américain en la matière. Et l'on a vu aussi en Syrie des mises en scène, comme la fameuse attaque chimique de Ghouta, montées par les islamistes alliés de l'Occident pour compromettre le gouvernement de Damas. Rien de nouveau sous le soleil donc, sinon l'effronterie de cette *inversion accusatoire*...

LA GUERRE DU FUTUR?

Ces jeux de manipulation n'ôtent rien à la gravité du sujet. Pendant que le monde est tétanisé par l'éventualité d'une guerre nucléaire, la situation actuelle se «prête» beaucoup mieux à des attaques biolo-

giques. Comme le résume le Dr Patrick Barriot, notre chroniqueur et spécialiste mondial des armes de destruction massive: «La première guerre mondiale fut chimique, la deuxième atomique, la troisième sera biologique.» A la différence d'un échange nucléaire garantissant la destruction mutuelle, et qui par conséquent *dissuade* n'importe quel camp d'aller jusqu'au bout, l'arme biologique n'a pas encore de parade ni de stratégie de dissuasion codifiée. Chaque camp peut espérer dévaster l'autre sans laisser entrevoir l'origine de l'attaque et donc le priver du moyen de riposte. Les états-majors connaissent parfaitement les «avantages» de cet outil de destruction. Lorsque la Chine, relayant les découvertes russes, a demandé des comptes aux USA pour les centaines de laboratoires qu'ils ont disséminés dans le monde et jusqu'aux abords du territoire chinois, l'enjeu biologique est devenu central. Seuls les sujets occidentaux englués dans la réalité parallèle de leur *narration* médiatique ne l'ont pas remarqué.

A la veille de l'invasion russe et au début des opérations, diverses institutions américaines dont l'ambassade US à Kiev ont effacé des dizaines de pages consacrées à ces recherches — en oubliant que sur



Antipresse.net-canal historique

Le rendez-vous des abonnés de l'Antipresse sur Telegram!

→ t.me/antipresse

l'internet rien ne se perd et que des chercheurs attentifs les avaient archivées. Si leurs recherches étaient civiles et légitimes, qu'avaient-elles à cacher?

LES PETITES AFFAIRES DE LA FAMILLE BIDEN

Aux dernières nouvelles, les Russes annoncent que les Américains avaient mené des recherches sur des cobayes humains issus de l'armée ukrainienne, qu'ils avaient mené des expériences avec le redoutable anthrax, projeté d'utiliser des pigeons voyageurs comme vecteurs de contamination et poursuivi des recherches sur le ciblage *ethnique* des agents pathogènes. L'état-major russe a également publié des schémas d'organisation et de financement faisant apparaître, soudain, la structure d'investissement de Hunter Biden, le fils du président US. Rosemont Seneca est en effet un pivot des montages financiers plus que douteux de Hunter et de son associé Devon Archer (qui vient par ailleurs d'être condamné à de la prison pour *extorsion de fonds*).

L'Antipresse a été à notre connaissance la seule source dans le monde francophone à enquêter sur ces zones d'ombre reliant très étroitement les intérêts privés de l'actuel président américain et de sa famille à ceux de l'État plus ou moins fantoche ukrainien (voir AP205 et AP206, nov. 2019) — sans oublier le passage obligé par l'implication de la CIA. Ces jours-ci, le *New York Times* lui-même a confirmé que le laptop perdu de

Hunter Biden n'était pas un énième «montage» russe, mais bien un scandale du plus haut niveau. Les documents contenus dans cet ordinateur pourraient démontrer comment le fils du président «a utilisé son influence politique dans ses transactions commerciales à l'étranger» et «causer autant de dégâts que les révélations ayant trait aux affaires de mœurs.

ALERTES PRÉCOCES

Nous avons également signalé dès 2017 les très étranges expérimentations que laissait deviner un *insolite* appel à donneurs des laboratoires de recherche biologique de l'USAF. On recherchait du tissu synovial provenant de Slaves caucasiens — sans doute, bien évidemment pour développer des médicaments spécifiquement bénéfiques pour ce groupe ethnique. Le gouvernement russe devait être plus sceptique quant à la finalité de ces recherches, ayant *interdit* dès 2007 l'exportation d'échantillons humains.

Dans l'AP146 (septembre 2018), nous avons relayé l'alerte lancée par un ancien ministre géorgien de la sécurité d'État. Igor Giorgadze avait révélé

«qu'un groupe américain de médecine militaire avait pris comme base le laboratoire Lugar de Tbilissi pour mener des expériences sur des cobayes humains. En décembre 2015, 30 patients du laboratoire sont décédés, dont 24 en un seul jour. Plus dangereux encore pour la Russie limitrophe de la Géorgie, les applications qui

pourraient être faites de drones et autres dispositifs brevetés par l'armée américaine pour répandre avec efficacité sur des ennemis potentiels les souches indigènes d'anthrax, de peste ou d'autres bactéries mortifères stockées à Tbilissi.»

En mars 2020, nous signalions de nouvelles expériences d'«élevage de virus en sous-traitance» au centre Lugar de Tbilissi, faisant référence aux remarquables travaux de recherche de la journaliste bulgare Dilyana Gaytandzhieva publiés sur son site Armswatch.com. Il était question de tiques, mais aussi d'expériences sur la population locale pouvant parfois déraiper:

«Les projets du Pentagone impliquant des tiques ont coïncidé avec une épidémie inexplicable de fièvre hémorragique de Crimée-Congo (CCHF) qui est causée par une infection par un virus à tiques.»

IMMUNITÉ DIPLOMATIQUE, ESCAMOTAGE ET CENSURE

Ce qui précède concerne évidemment la Géorgie, mais les projets et les réseaux entre les deux pays sont totalement imbriqués. On peut retrouver un article «dépublié» de 2010 annonçant l'ouverture de centres en Ukraine par le sénateur Dick Lugar, celui-là même dont le centre de Tbilissi porte le nom. Et l'on ne s'apprêtait pas précisément à y cultiver des yaourts aux fraises:

«Le laboratoire de biosécurité de niveau 3, qui est le premier construit sous l'autorité élargie du

programme Nunn-Lugar Cooperative Threat Reduction, sera utilisé pour étudier l'anthrax, la tularémie et la fièvre Q ainsi que d'autres pathogènes dangereux.»

L'intrépide Dilyana Gaytandzhieva a consacré des années à l'étude de ce réseau incroyable de centres de recherches dispersés sur tout le pourtour de la Russie, et réutilisant souvent d'anciennes installations soviétiques. Elle a établi que le personnel de ces centres, comme celui de Lugar justement, était au bénéfice de l'immunité diplomatique et que le pays hôte n'avait donc aucun droit de regard sur ce qui s'y tramait. Pour avoir interpellé à Bruxelles le sous-secrétaire US à la Santé au sujet de ces laboratoires, Gaytandzhieva fut littéralement expulsée du Parlement européen en 2018 et accusée de répandre des *fake news* complotistes par les médias de grand chemin. On voit aujourd'hui pourquoi.

D'ÉTRANGES ÉPIDÉMIES EN UKRAINE

Enfin, on peut aussi relever que l'opinion ukrainienne elle-même était alarmée tout au long de ces années par l'activité de ces mystérieux laboratoires. En complément de cet article, nous avons traduit intégralement une pétition publiée en juin 2021 à Kiev où l'on pouvait notamment lire ceci:

À Kharkiv, où se trouve l'un des laboratoires de référence du Pentagone, 20 soldats ukrainiens sont morts de la grippe porcine en janvier 2016 et 200 autres ont été hospitalisés. En mars de la même année, 364 personnes

étaient mortes de la grippe porcine en Ukraine... Une épidémie de rougeole a éclaté en Ukraine en 2017. En 2019, une épidémie d'une maladie «dont les symptômes sont similaires à ceux de la peste» s'est déclarée. Tellement similaire, en fait, que la Russie a considérablement augmenté les contrôles aux frontières. Dès l'apparition des biolabs américains en Ukraine, les épidémies de peste porcine africaine (PPA) sont devenues un phénomène régulier. Le premier laboratoire de référence américain en Ouzbékistan est apparu à Tashkent en 2007. Le DTRA compte désormais plus d'une douzaine de laboratoires de ce type en Ouzbékistan. En 2019, des épidémies inexplicables de rougeole (un demi-millier de personnes dans la région de Samarcande) et de varicelle ont été signalées en Ouzbékistan.»

Il reste beaucoup d'allégations à vérifier et de rumeurs à démentir dans ce dossier, mais le peu d'empressement des autorités US à faire la lumière sur leurs laboratoires ne parle pas en faveur d'une utilisation «bienveillante et purement civile» de ces installations. La réalité de ces recherches est un sujet de préoccupation pour l'humanité entière. Et il n'y a surtout aucune excuse pour se

planter la tête dans le sable comme le font de manière systématique les médias de grand chemin occidentaux.

Il est peu probable, au vu de la *volonté de ne rien savoir* desdits médias, que les éclaircissements exigés par la Russie ou la Chine voient jamais le jour. Avec l'appareil de propagande parfaitement docile dont ils disposent, les Américains seront plus vraisemblablement tentés de lancer une attaque sous faux drapeau contre la population ukrainienne, dont la vie leur importe manifestement très peu. Cela aurait le double avantage de diaboliser encore la Russie et d'escamoter des preuves susceptibles de compromettre directement la présidence américaine.

VOIR ÉGALEMENT

- DOCUMENT • Une pétition ukrainienne exigeait la fermeture immédiate des labos US.
- Dilyana Gaytandzhieva, «Documents expose US biological experiments on allied soldiers in Ukraine and Georgia» (Armswatch, 25.1.2022, en anglais.)

LISEZ-MOI ÇA! par Patrick Gilliéron Lopreno

«Le noir est une couleur» de Grisélidis Réal

GRISÉLIDIS RÉAL EST DEVENUE, MALGRÉ ELLE, UNE ICÔNE DE CERTAINS MILIEUX NÉO-FÉMINISTES ET WOKE. MAIS L'ONT-ILS VRAIMENT LUE?

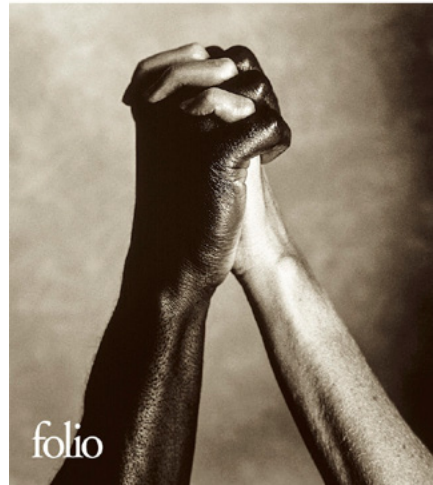
CE QU'IL APPORTE

Sous la forme d'un roman autobiographique débuté dans les prisons allemandes, Grisélidis Réal, en revenant sur sa vie, lève le voile sur l'engrenage infernal qui mène à la prostitution. Par l'acte d'écrire, elle souhaite avant tout pouvoir échapper à sa condition de prostituée. Elle espère que son salut viendra de la littérature, de la poésie ou de la peinture. Hélas, cela se soldera par un échec. Pour vivre, elle devra continuer à vendre son corps, sans jamais pour autant abandonner son travail d'écrivaine. A l'heure actuelle, la plupart des écrivains font l'inverse.

Il est évident qu'on n'entre pas en prostitution comme on entre en religion. Nulle révélation. Le glissement se fait pas à pas sans vraiment franchir un seuil de dégradation réel et concret. Plongée dans une extrême misère financière et une détresse sentimentale, Grisélidis accepte de coucher avec un inconnu qu'elle rencontre sur la route pour de l'argent. Puis avec un autre, et un autre. Etc... On se situe dans l'Allemagne du début des années soixante et la dénazification des esprits n'est pas encore achevée. L'auteure, d'origine tzigane, par haine et revanche envers les nazis, qui à ses yeux

Grisélidis Réal

Le noir est une couleur



personnnifient l'homme occidental, préfère offrir ses prestations aux militaires noirs américains encore basés par milliers dans le pays. Pour elle, l'homme blanc est pervers, névrosé et peu performant. Le récit n'est qu'une suite d'aventures, des plus sensibles (rares) aux plus brutales, avec des hommes de couleur qu'elle respecte et admire tant. Ils représentent la force

humaine, tant physique que mentale et elle partage avec eux leur condition d'exploités. A leur côté, elle prône la révolte permanente et se sent exister et même, certaines fois, aimer. Elle vivra quelques histoires d'amour avec ses clients préférés mais subira aussi les pires coups d'une violence sordide et inhumaine.

CE QU'IL EN RESTE

Paradoxalement, Grisélidis Réal est devenue, malgré elle, l'étendard des milieux néoféministes et woke. Mais l'ont-ils vraiment lue? La vision qu'elle a de l'homme noir demeure très limitée car elle voit surtout en lui un objet sexuel fait uniquement pour la satisfaire. Elle s'intéresse peu à l'individu en tant que tel. La couleur de peau détermine tout et le place d'office parmi les vaincus et les dépossédés. De par son métier, elle subit, elle aussi, l'exploitation la plus crasse et cruelle et sa clientèle essentiellement composée de noirs américains y participe pleinement. A maintes reprises, elle reçoit de leur part insultes, menaces et coups de poing. Comme si l'exploitation se démultipliait à l'infini.

En romantique, Réal parsème son texte de pensées sur le couple résolument conservatrices qui feraient bondir une militante féministe de notre temps. Pour finir, la description qu'elle nous donne de l'islam ne colle pas au progressisme absolu de nos contemporaines en lutte. Grisélidis est complexe et ambiguë et c'est ce qui fait d'elle un être profondément attachant. Elle est à classer parmi les écrivaines de grande valeur. Proche des Beatniks, de mon point de vue.

A QUI L'ADMINISTRER?

Si l'on parvient à surmonter l'envie de juger moralement sa profession, on découvre en lisant Grisélidis Réal une personne sensible avec des paroles lucides et puissantes. Elle crée par l'autofiction une musicalité qui la place aux portes de la grande littérature. Elle peut être lue par toutes les générations et catégories sociales. Réal a voulu convertir les tragédies de sa vie en une œuvre d'art et la transmutation est réussie!

- Grisélidis Réal, *Le noir est une couleur*, Gallimard, 2020.

TURBULENCES

TRIBUNE • Déflagrations

Et si nous parlions un peu de l'Europe? De la grande Europe, bien sûr. Et donc de l'UE. Où en sommes-nous, et surtout: où en est-elle?

✱ **Par Stéphane Piletta-Zanin**

L'EUROPE ET SES MÉDIAS

Car ces derniers temps, si l'on parle beaucoup — tel sénateur américain n'a-t-il pas publiquement invité à l'assassinat de M. Vladimir Poutine? —, si l'Ukraine et la Russie se sont invitées sur tous les plateaux TV où affluent toutes sortes d'experts souvent autoproclamés et font la *une* de tous les journaux, sommes-nous sûrs que l'on parle juste?

Pour l'homme de la rue, une chose paraît malheureusement évidente. Tenir de semblables propos, et pour les belliqueux élus concernés, ne pas les sanctionner (car il s'agit bien d'appel au meurtre), n'est certainement pas ce qui, à l'avenir permettra un rapprochement. C'est bien plutôt et tout au contraire le rétablissement de deux blocs à nouveau clairement antagonistes; opposés même. Serait-ce vraiment un progrès? Car si la diplomatie est l'art de la poursuite d'équilibres prétendument impossibles, n'a-t-on pas ici dépassé toute mesure? Et, sur ce rapport des équilibres mondiaux, avec quels profits?

✱ **Lire la suite sur le site Antipresse [en accès libre!]**

MARQUE-PAGES • La semaine du 20 au 26 mars 2022

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Désintox téléphonique. Des volontaires rosblifs en Ukraine sont suspectés d'avoir «donné» aux Russes le rassemblement des légionnaires étrangers à la base de Yavoriv détruite le 13 mars dernier. Un pays qui recrute de tels professionnels est sûr de

remporter la guerre. Selon Breitbart, «de 12 à 14 numéros de téléphone britanniques commençant par l'indicatif national +44 étaient visibles par les équipements de surveillance peu de temps avant la frappe de missiles russes sur le centre». On leur avait pourtant bien dit de couper leur téléphone avant le concert...

Géopolitique (vraiment) profonde. Il y a encore des jeunes gens qui regardent haut et qui regardent loin. Avec Raphaël, on devait parler de propagande de guerre, on a parlé de littérature de paix. Ça vaut mieux, non? (Entretien avec Slobodan Despot, 1h23 sur YouTube)

Quand le script déraile! Ces journalistes français avaient cru bon d'inviter une Ukrainienne à témoigner des malheurs de sa famille à Kiev. Le récit qu'elle déroule tourne à la catastrophe. Consternation ravissante sur le plateau!

Désinvités! La presse nous apprend que la Grande-Bretagne a annulé au dernier moment une visite d'envergure en Inde à cause du refus des Indiens de s'associer aux sanctions envers la Russie. Ces derniers jours, Boris Johnson avait harcelé le premier ministre indien à ce sujet. L'ancienne colonie a manifesté des signes clairs d'agacement. Les Britanniques mettront-ils 80 ans à comprendre que le soleil a fini par se coucher sur leur Empire?

«Une délégation britannique multipartite de haut niveau en Inde, dirigée par le président des Communes, Sir Lindsay Hoyle, et son adjoint, a été annulée à la dernière minute, signe d'un désaccord croissant sur le refus de l'Inde de se distancier de l'invasion russe en Ukraine. (...) La visite du Président, la première du genre en Inde et qui s'inscrit dans le cadre de ses efforts pour servir d'intermédiaire entre les parlements, devait avoir lieu pendant les vacances parlementaires de Pâques.»

Micro sans tête? Etrange sondage dans les couloirs de la Radio suisse romande, divulgué par le *Blick*. Ambiance de fin de règne. Les chefs sont absents, on n'ose rien décider, on a peur de tout, on use les parquets à force de traîner les savates... «Dans les hautes sphères de la RTS, financée — rappelons-le — par le public via la redevance, certains sont amers.» Il vaut la peine d'aller voir pourquoi.

Cancel culture. Ces jours-ci, L'OTAN a supprimé un tweet célébrant les combattants nazis. Le parlement ukrainien a supprimé un tweet comparant le sort de l'Allemagne hitlérienne à celui de l'Ukraine. Le gouvernement ukrainien a supprimé un tweet truquant des statistiques et un autre compte du gouvernement ukrainien a supprimé un tweet promouvant la pureté raciale. A croire qu'ils essaient de se supprimer tout court...

Explorateur. Jean-Pierre Petit est un savant atypique et un vulgarisateur de la science hors du commun. Dans cette vidéo captivante et pétillante, il dénonce le naufrage mondial de la recherche scientifique: «L'avenir du monde semble obscurci,

parce que son destin reste entre les mains de gens sans idées, sans imagination ni hardiesse.» A regarder si l'on veut retrouver confiance dans l'intelligence et la curiosité humaines (1h36, YouTube.)

Tesla (le vrai) à Genève. Ceci est rare et vaut le détour. La mission de Serbie auprès des Nations-Unies organise une exposition Nikola Tesla avec des appareils et effets personnels du grand inventeur prêtés par le Musée Tesla de Belgrade. Vernissage le jeudi 7 avril à 12h30 en présence de la ministre de la Culture de Serbie et de la directrice générale de l'ONU Genève. Entrée libre moyennant inscription et pièce d'identité: <https://indico.un.org/e/NikolaTesla>

Elévation. Le P. Antoine Altieri publie une très belle «homélie en temps de guerre» qui, à la fois, ne cède pas à l'optimisme et aux illusions consolatrices, et ne tombe pas dans le désespoir. La fin du texte dit tout. «Peut-être que le Mauvais est divisé contre lui-même... En tout cas la véritable guerre n'est pas forcément où l'on pense.» Mais tout ce qui précède cette remarque pleine de mystère est nourriture d'âme et d'esprit!

Pain de méninges

LE RÈGNE DE LA TERREUR

On vit quand même une sorte de règne de la terreur. Quelle place y a-t-il aujourd'hui pour les grandes gueules, les esprits libres? Je ne sais pas si sa forte personnalité aurait pu se taire. Pour moi, elle est incompatible avec notre époque: mon père n'aurait pas sa place aujourd'hui. Bien sûr qu'on éprouve une certaine nostalgie pour cette liberté folle, la provocation, le rire. Est-ce qu'il ne faut pas en passer par les excès que nous traversons pour regagner ensuite une forme de normalité? Le problème, c'est que plus ça va, plus on surenchérit. On ne peut plus rien dire, tout doit rentrer dans une case. Cela enlève toute forme de spontanéité, toute créativité. C'est ennuyeux et effrayant à la fois.

— Charlotte Gainsbourg, «Mon père n'aurait pas sa place aujourd'hui», *Le Point*, 27.8.2021.